



E

ÉLAIN (M. Pierre), Député de la Mayenne.

Son élection est validée [1^{er} juin 1948] (p. 3049). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [4 mai 1948] (p. 2483) ; de la Commission de la production industrielle [4 mai 1948] (p. 2483), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [28 juillet 1948] (p. 4975) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 ; Art. 3 : *Budgets annexes (Ses observations sur le chômage des usines de la S. C. A. de Bourges)* (p. 1230) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : *Ses observations sur le Cormoran* [10 mars 1949] (p. 1499). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêt de la fabrication du *Cormoran* [8 mars 1949] (p. 1370). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et

financières ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à fixer la date d'application de la coordination des transports* [31 mai 1949] (p. 3000, 3001) ; *le retire* (p. 3001) ; — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à définir l'activité de cette nouvelle société d'économie mixte* [12 juillet 1949] (p. 4644) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir des embranchements pour desservir tous les dépôts* (p. 4670, 4671) ; *le retire* (p. 4671) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4080 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement* [13 juin 1950] (p. 4714) ; — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine [3 janvier 1951] (p. 89).

ERRECART (M. Jean), Député des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission de l'intérieur [1^{er} août 1947] (p. 3837) ; de la Commission de la production industrielle [6 décembre 1947] (p. 5536) ; de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299) ; de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951]

(p. 347). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [23 mai 1949] (p. 2846). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, n° 11347. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan général d'électrification rurale et à instituer un fonds autonome d'équipement rural, pour le financement de ces travaux, n° 11436.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la politique d'équipement agricole, les programmes d'investissements, la nécessité d'augmenter la production agricole, l'électrification des campagnes* [23 décembre 1948] (p. 7879, 7880, 7881); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 3.750.000 francs pour couverture du déficit résultant de l'importation de produits pour alimenter le bétail* [12 avril 1949] (p. 2374, 2375); *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article* (p. 2376); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3210 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour l'apprentissage agricole et horticole* [23 décembre 1950] (p. 9562); — du projet de loi relatif au

développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Subventions au maïs importé* [26 janvier 1951] (p. 473, 474). = S'excuse de son absence [9 mai 1947] (p. 1533), [11 janvier 1949] (p. 1), [17 février 1949] (p. 625), [13 octobre 1949] (p. 5764). = Obtient des congés [11 janvier 1949] (p. 1), [17 février 1949] (p. 625), [13 octobre 1949] (p. 5764).

EVRARD (M. Just), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission des moyens de communication (p. 202); de la Commission de la défense nationale [29 mai 1947] (p. 1783), [29 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5452), [26 janvier 1948] (p. 195), [7 décembre 1948] (p. 7390); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Interventions :

Prend part à la discussion de projets de loi ratifiant trois actes internationaux (*Coopération économique*) : *Ses observations adressées à M. Lecœur* [5 juillet 1948] (p. 4312). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question relative aux honoraires attribués dans les hôpitaux publics aux médecins accoucheurs et aux sages-femmes [11 février 1949] (p. 533). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er} : Etat A, GUERRE, Chap. 1045 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'intendance* [11 mai 1950] (p. 3547).